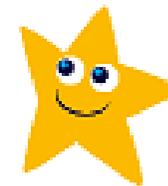




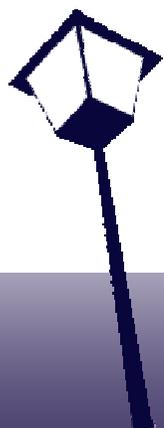
# Comment engager l'extinction de l'éclairage public en milieu de nuit?



# Programme



- 9h00 **Propos introductifs**  
Danielle AUROI, présidente de l'Aduhme
- 9h10 **Rappel des enjeux de l'éclairage public pour les collectivités**  
Aude LENOIR, conseillère technique CEP – Aduhme
- 9h30 **Responsabilités et compétences des collectivités en matière d'éclairage public**  
Me Joël THALINEAU, avocat, Docteur en droit public  
*Échanges avec la salle*
- 10h15 **Présentation du programme complet de rénovation de l'éclairage public de la commune de Châteaugay**  
Jacques BEAUJON, adjoint au Maire  
Ibrahim KARABULUT, chargé d'affaires SEMELEC 63  
**Les conditions techniques et financières de réalisation d'une extinction semi-permanente dans le Puy-de-Dôme**  
Ibrahim KARABULUT, chargé d'affaires SEMELEC 63  
*Échanges avec la salle*
- 11h00 **Décision politique et gouvernance citoyenne pour aller vers l'extinction de l'éclairage public**  
Gérard MAI – adjoint au Maire – Ambert  
*Échanges avec la salle*
- 11h30 **Les solutions par l'exemple : le témoignage de la commune de Lapalisse (03)**  
Pascal ROMEUF, adjoint au Maire  
Yves MOREL, directeur technique SDE 03  
*Échanges avec la salle*
- 12h00 **Verre et buffet de l'amitié**



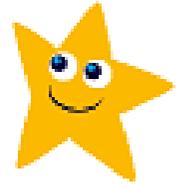


Aude LENOIR  
en charge du *Conseil en Energie Partagé* à l'Aduhme

# Les enjeux de l'éclairage public pour une collectivité



# Petite histoire de l'éclairage public



Au XVII<sup>ème</sup> siècle, **Louis XIV** ordonne la mise en place d'un EP dans les rues de Paris pour lutter contre l'insécurité par la lumière  
*La bourse ou la vie...*

**Au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle**, l'éclairage des rues incite à veiller tard, à sortir, se distraire et... à travailler de nuit

**Entre 1910 et 1940**, grâce aux travaux d'Edison notamment, **l'électrification du pays** est en marche : on peut circuler de nuit

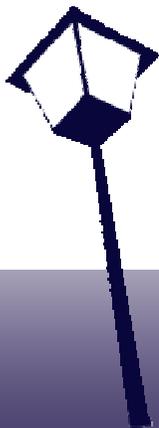
*L'utilisation intensive de la voiture a accéléré l'évolution de l'éclairage public*

**Dans les années 1960**, **l'éclairage de style** fait son apparition : le tourisme, le folklore, les traditions entraînent le développement d'illuminations permanentes ou occasionnelles

**L'éclairage public a donc eu une fonction évolutive. Serait-elle à redéfinir ?**

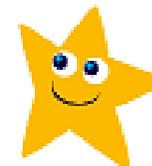


Photo D. Rousset



# Les enjeux

## énergétiques et économiques



**9 millions de lampes** sont installées en France *(source ADEME)*

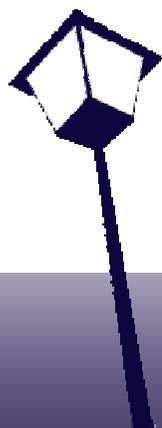
Elles appellent une **puissance électrique** équivalente à **une tranche nucléaire récente à pleine charge** (1 260 MW)

Elles consomment quelque 5,5 TWh d'électricité = 5 500 000 000 kWh

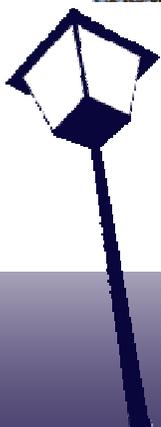
**En 10 ans**, le nombre de points lumineux a augmenté de **30 %**

Pour les **collectivités locales**, l'éclairage public représente en moyenne :

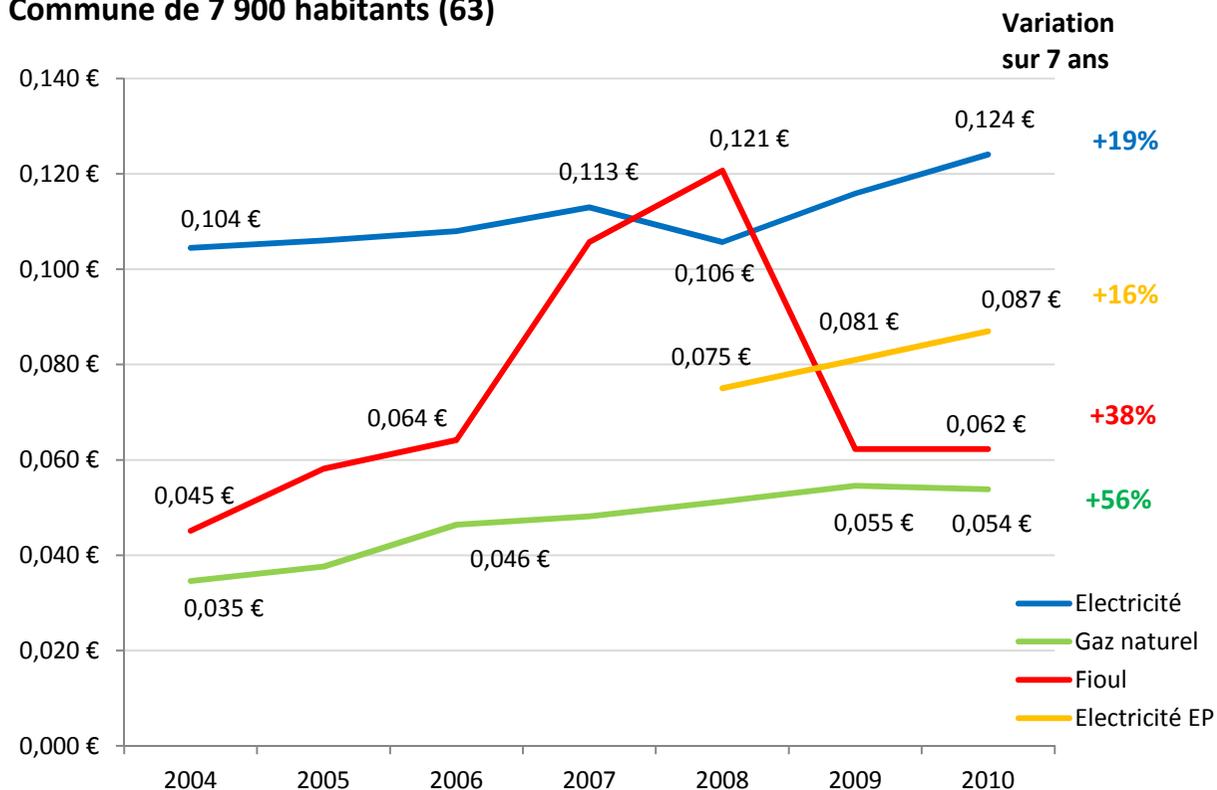
- ★ **40 %** de leurs **consommations** d'électricité
- ★ **20 %** de leur **budget énergie**, hors carburant
- ★ Environ **8 € par habitant et par an** *(facture énergétique)*



# Repères sur le coût de l'énergie



Evolutions des prix de l'énergie constatés sur 7 ans (en kWh PCI)  
Commune de 7 900 habitants (63)



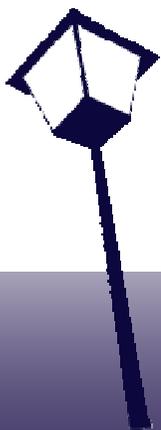
# L'évolution prévisible



## des dépenses de fonctionnement

Rappel Taxe sur l'Electricité : Loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité, dite **Loi NOME**

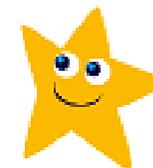
- ★ **CTA** - Contribution Tarifaire d'Acheminement
  - **Stable en 2011**
- ★ **TCFE** - Taxes sur la consommation finale d'électricité (ex. TLE)
  - **+ 9 € / MWh en 2011**
- ★ **CSPE** - Contribution aux Charges de Service Public de l'Electricité
  - **+ 3 € / MWh en 2011**
- ★ **Prix de l'électricité** : + 12 € /MWh demandés d'ici à 2015 par EDF
  - **+ 3 € /MWh en 2011**
- ★ Et la **TVA** qui s'applique sur les consommations (19,6%), l'abonnement (5,5%)  
... et sur les taxes s'y rapportant



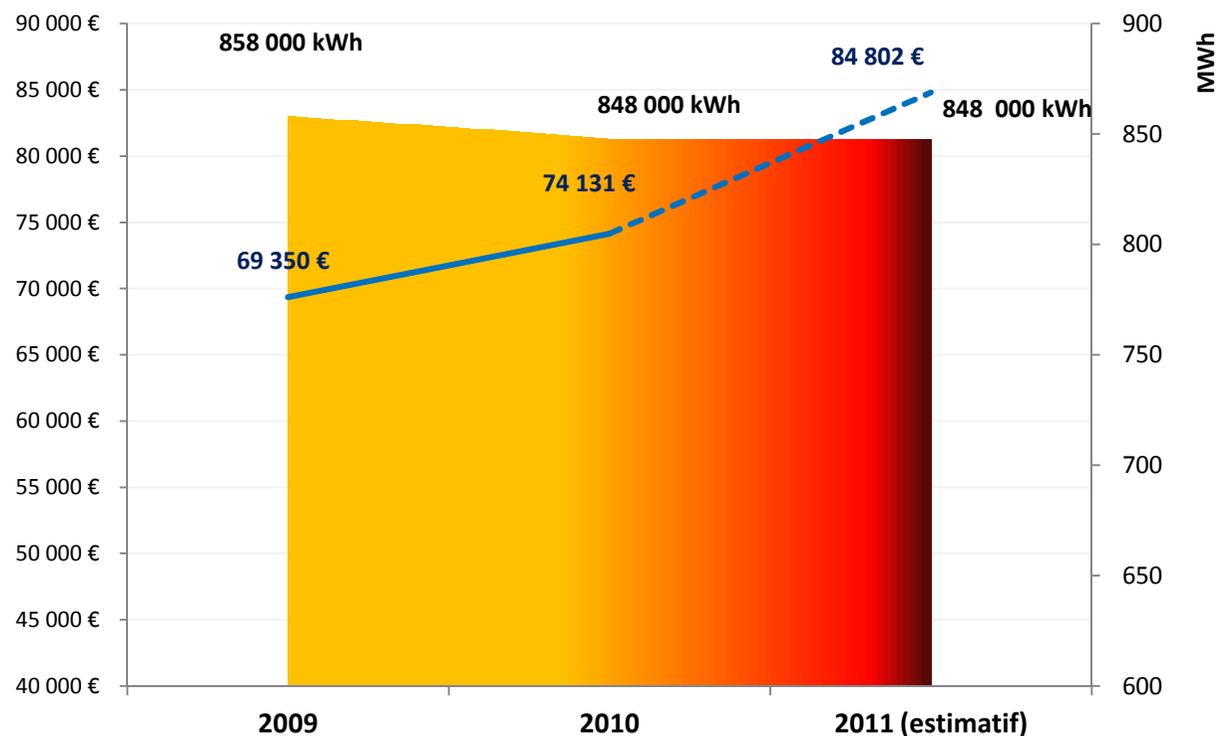
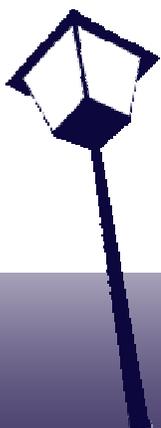
Soit une **augmentation** du budget énergie pour **l'éclairage public de 15 à 18 % en 2011** = **1 kWh** éclairage public = **0,10 € TTC**

# Illustration graphique

## de l'évolution du poste **éclairage public**



**EXEMPLE:** évolution du poste Eclairage public sur 3 ans  
(estimatif en 2011) – Commune de 7 900 habitants (63)



# Les enjeux environnementaux



## Des émissions de CO<sub>2</sub>... à un objectif de MDE

L'EP participe à **l'effet de pointe des appels de puissance électrique** (17h-20h)

Selon l'ADEME, en France :

✦ l'éclairage public génère 119 g de CO<sub>2</sub> par kWh = **670 000 t de CO<sub>2</sub> par an**

*Soit l'émission de 2 millions de ménages pour leur consommation spécifique d'électricité*

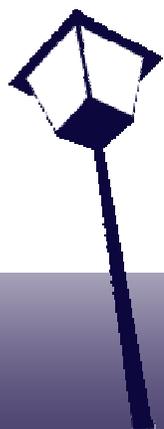


L'éclairage public est une des cibles des engagements français en matière de lutte contre le changement climatique (*Protocole de Kyoto – loi POPE – Paquet énergie climat « 3 x 20 »*)

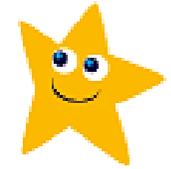
**Objectif de tendre vers le « facteur 4 » à l'horizon 2050** = diviser par 4 nos émissions de GES par rapport à 1990

En projet pour les communes de 2 000 à 10 000 habitants : **un fonds revolving alimenté par l'ADEME** (85 M€ sur 3 ans)

**>> Technologiquement, il permettra de tendre vers le facteur 2....**



# Les incidences écologiques de l'éclairage public



## Pour les végétaux

- ★ **L'altération du processus de photosynthèse** des espèces végétales

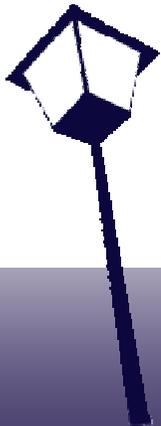
## Pour les animaux

- ★ La **fragmentation des milieux** : de nombreuses espèces nocturnes sont désorientées (migration, reproduction, pollinisation, etc.)
- ★ **L'éblouissement physiologique et psychologique** des espèces animales :
- ★ la lumière artificielle « met en veille » les cycles biologiques des espèces animales (annuels et journaliers) en dérèglant notamment la production d'hormones >> *la lumière intrusive dans les logements en ville*
- ★ la lumière artificielle a des effets neuromoteurs : elle perturbe l'orientation spatiale des espèces



## Pour le ciel et « l'environnement »

- ★ Les halos orangés générés par l'éclairage nocturne des villes sont préoccupants : **phénomène de pollution lumineuse**



# Un cadre législatif en cours d'évolution



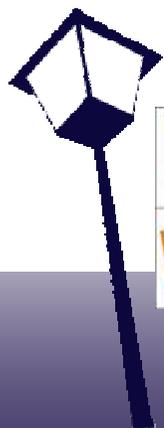
★ La **Loi Grenelle II**, promulguée en juillet 2010, a instauré un principe de prévention, réduction et limitation des nuisances lumineuses

★ Le **Décret « prévention et limitation des nuisances lumineuses »** paru en juillet 2011, structure le volet opérationnel de cette réglementation :

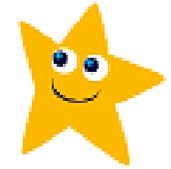
>> 2 arrêtés devraient paraître début 2012

★ Les principes de précaution et de prévention de la **Loi Barnier** de 1995 engagent à agir

★ Des **schémas régionaux de cohérence écologique SRCE** devraient être liés aux documents d'urbanismes (*trames verte et bleus... et corridors noirs ?*)



# Pour fixer les éléments du débat

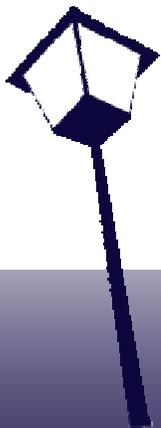


## Un contexte « catalyseur »

- ✧ Des **charges de fonctionnement accrues** pour les collectivités qui doivent être anticipées :
  - Pour **maintenir et améliorer l'état des systèmes sans « tuer le gisement »** d'économies induites
  - Pour conserver une **marge de manœuvre en terme d'investissement**
- ✧ **Identification et définition plus précises des impacts de l'EP** qui engagent à agir et vont régler son fonctionnement : levier législatif en marche
- ✧ Emergence d'une définition simple de ce vers quoi doit « tendre » ce « service public » :

**« Eclairer juste »**

*où il faut, **quand** il faut et **comme** il faut*



Merci de votre attention !